

Les crédits

loin, l'exemple du gouvernement ontarien, qui a plongé l'économie de la province dans un marasme incroyable.

Nous sommes déterminés à renouveler l'économie du Canada en faisant preuve de responsabilité budgétaire, en appliquant des programmes progressistes et en soumettant les institutions et le gouvernement au genre de changements économiques qui feront de nouveau prospérer les Canadiens. C'est ça que nous promettons!

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, c'est avec plaisir que j'ai entendu le député de Broadview—Greenwood me souhaiter la bienvenue ce matin. Je suis toujours heureux de le voir chahuter à la Chambre et je suis sûr qu'il ne s'en privera pas encore aujourd'hui, pas plus que son collègue de Kenora—Rainy River. C'est avec beaucoup d'intérêt que je participe à ce débat.

Quand j'ai lu cette motion, je ne pouvais pas en croire mes yeux; je ne peux toujours pas y croire après avoir entendu l'intervention du député de York—Nord, qui représente une circonscription voisine de la mienne. Il affirme qu'un nouveau Parti libéral, un parti renouvelé, s'en vient au Canada et qu'il nous protégera contre nous-mêmes.

Ce parti renouvelé est dirigé par un homme qui siégeait à la Chambre des communes à l'époque où John Kennedy était président des États-Unis, où Harold MacMillan était premier ministre de la Grande-Bretagne et où de Gaulle était président de la France. Ce n'est pas une odeur de lotion après-rasage qui nous vient d'en face, c'est une odeur de salon funéraire. Ce parti n'offre rien de neuf, absolument rien.

Mon collègue nous a parlé du régime fiscal et de ce que son parti allait faire sur ce chapitre. J'ai des petites nouvelles pour lui. Comme c'est son premier mandat, il ne sait probablement pas ce qui s'est passé avant son arrivée et n'a peut-être pas étudié son histoire.

La dernière fois que les libéraux se sont penchés sur cette question, ils ont créé une commission royale sur l'économie. Son président était un Canadien distingué et ancien parlementaire, un ministre du Cabinet libéral du nom de Donald Macdonald. Avec la collaboration de concitoyens spécialistes de différents domaines, ce dernier a consacré un certain nombre d'années à étudier l'économie de notre pays et les moyens d'améliorer la conjoncture. Il a publié son rapport à la fin de 1984. Que recommandait-il?

M. Mills: Un programme d'ajustement.

M. McDermid: Il recommandait un accord de libre-échange avec les États-Unis. Il a recommandé une taxe à la consommation. Il a recommandé la suppression de la taxe sur les ventes des fabricants et son remplacement par une taxe à la consommation. Il a fait d'autres recommandations comme la réduction du nombre de paliers d'imposition. Le gouvernement actuel a réalisé tout cela. Il a donné suite à toutes ces recommandations.
• (1235)

Le député prétend qu'il n'y a pas eu de consultations sur la taxe sur les produits et services. Il a osé dire cela aujourd'hui. Je le répète, il n'était pas ici entre 1984 et 1988. Tout de suite après le dépôt du rapport de la commission royale d'enquête, le Comité des finances et le gouvernement lui-même ont tenu de nombreuses audiences dans tout le pays.

En 1986, le gouvernement canadien a présenté trois formules différentes et a tenu des consultations jusqu'en 1988. Il a pris sa décision avant les élections et a opté pour la taxe sur les produits et services. Croyez-le ou non, nous en avons fait l'enjeu de la campagne électorale. Nous avons fait campagne là-dessus. Vous vous souviendrez que nous avons obtenu une très forte majorité en 1988 et que nous avons ensuite mis en oeuvre la TPS.

Comme le député est nouveau à la Chambre, son enthousiasme est compréhensible, et je l'en félicite. Il a dit, ce matin, qu'il ferait des choses merveilleuses comme réduire le déficit, tout en augmentant l'aide étrangère, l'aide à la petite entreprise, les programmes d'adaptation, et j'en passe. Soit dit en passant, un comité parlementaire a été mandaté pour tenir un suivi de la TPS pendant un an dans le but de déterminer si des améliorations pourraient lui être apportées. Si le comité parlementaire recommande que la TPS ne soit pas modifiée, les libéraux s'engageraient-ils à ne pas le faire?

S'en tiendraient-ils à la recommandation du comité à l'effet de ne pas modifier la TPS? Pas de réponse. Que l'on consigne au compte rendu qu'aucune réponse, quelle qu'elle soit, n'a été donnée. Ce discours de ce matin ne renferme que de merveilleuses platitudes.

Je comprends qu'ils soient déprimés. Ils ont peur parce qu'ils voient leurs chances diminuer à mesure que l'économie du pays se raffermirait, ce dont profitent vraiment les Canadiens. C'est ce qui explique leur inquiétude. Ils ont peur aussi d'être balayés lorsque les conservateurs vont se choisir un nouveau chef. C'est un autre sujet d'inquié-